



Observatoire
de Paris



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Observatoire de Paris
Direction Immobilière et Logistique
Service des moyens généraux
77, avenue Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél: 01.40.51.21.82

MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE SECURITE INCENDIE, MOYENS DE SECOURS ET BLOCS AUTONOMES D'ECLAIRAGE DE SECURITE

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot 1 : Système de sécurité incendie

Marché n° 2025960SERV002

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE.....	3
2. ABREVIATIONS	3
3. TERMES ET DEFINITIONS	4
4. DOCUMENT DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS	5
5. REGLE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION.....	6
6. DEROULEMENT DES VISITES DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	11
7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	12
8. DESCRIPTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	13
9. DESENFUMAGE MANUEL	13
10. LES MODALITES D'INTERVENTION	15
10.1. LE REFERENT SITE	15
10.2. LE PERSONNEL D'INTERVENTION.....	15
10.3. ACCES AU SITE	16
11. DEVOIR DE CONSEIL	16
12. RECONDITIONNEMENT OU REMPLACEMENT DES DETECTEURS.....	16
13. FORMATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE INTERVENANTS SUR LES INSTALLATIONS.....	17
14. QUALIFICATION DU PERSONNEL INTERVENANT.....	17
15. SUIVI DE MAINTENANCE	18
15.1. GESTION DES DEMANDES D'INTERVENTIONS CURRATIVES.....	18
15.2. CARNET D'ENTRETIEN	19
15.3. DOCUMENTS A FOURNIR AU CLIENT	19
15.4. DOCUMENT D'EXPLOITATION DU SSI	20
16. PORTAIL WEB CLIENT.....	21
17. FORMATION DES PERSONNELS EXPLOITANTS INTERVENANTS SUR LES INSTALLATIONS.....	22
18. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	22
18.1. EXIGENCES HYGIENE, SANTE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT	22
18.2. PLAN DE PREVENTION	23
18.3. PRISE EN CHARGE – REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENT	23
18.3.1. Prise en charge	23
18.3.2. Matériels.....	23
18.3.3. Biens	24
18.3.4. Remise des installations	24
19. VISITE DE SITE OBLIGATOIRE	24
20. RENSEIGNEMENTS DIVERS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	24
21. SOUS TRAITANCE	25
22. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE	25

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la vérification et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie sur l'ensemble des sites de l'Observatoire de Paris.

Le marché est réparti en deux lots comme suit :

Lot 1 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie

Lot 2 : Moyens d'extinctions et blocs autonomes de sécurité

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) définit les modalités de prise en charge, suivi d'exploitation, d'entretien et de maintenance préventive et corrective des installations des systèmes de sécurité incendie et leurs asservissements ainsi que les alarmes de type 4, s'y rapportant pour les bâtiments de l'Observatoire de Paris situés sur :

L'annexe 1 « Inventaire des Equipements SSI » (une par lot sous format pdf) jointe au CCTP liste la nomenclature des matériels concernés par site et par bâtiment.

Lieux d'exécution :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS

- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

2. ABREVIATIONS

ASN	Autorité de S ûreté N ucléaire
SMSI	S ystème de M ise en S écurité I ncendie
SDI	S ystème de D étection I ncendie
ERP	E tatblissement R ecevant du P ublic
IGH	I mmuable de G rande H auteur
CMSI	C entralisateur de M ise en S écurité I ncendie
SDAD	S ystème D étecteurs A utonomie D éclencheur
SSI	S ystème de S écurité I ncendie
DI	D étection I ncendie
IEAG	I nstallation d' E xtinction A utomatique à G az

ZS	Zone de mise en S écurité
ZD	Zone de D étection
EPI	Equipement de P rotection I ndividuelle
DEEE	Déchets d' E quipements E lectriques et E lectroniques

3. TERMES ET DEFINITIONS

Pour les besoins du présent document, les termes et définitions suivantes s'appliquent :

Essais fonctionnels :

Action visant à donner la garantie que le produit et/ou le système fonctionne avec le même niveau de performance que celui imposé lors de sa mise en service

Exploitation :

Ensemble des actions consistant à faire usage du SSI et à veiller à son bon fonctionnement

Maintenance-entretien (du SSI) :

Ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir le SSI dans l'État lui permettant d'assurer l'intégralité de ses fonctions

Maintenance élémentaire (du SSI) :

Activités élémentaires de maintenance qui ne requiert pas d'accès de niveau III (mainteneur) ou de niveau IV (constructeur)

Maintenance préventive (du SSI) :

Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinés à réduire la probabilité de défaillance et/ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (NF EN 13306 :2010)

Maintenance corrective (du SSI) :

Maintenance exécutée après détection d'une panne est destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise (NF EN 13306 :2010)

Mainteneur :

Entité en charge de la maintenance-entretien du SSI et/ou de la partie du SSI considérée

Système détecteurs autonome déclencheur (SDAD) :

Système conforme à la norme NFS 61-931 et utilisé généralement pour réaliser une mise en sécurité locale

Système de Sécurité Incendie (SSI) :

Système constitué de l'ensemble des matériels servant à collecter toutes les informations ou ordre liés à la seule sécurité incendie, à les traiter et à effectuer les fonctions nécessaires à la mise en sécurité d'un bâtiment ou d'un établissement.

Dans sa version la plus complète, un SSI est composé de deux sous-systèmes principaux : un Système de Détection Incendie (SDI) et un Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI).

Les SSI sont répartis en cinq catégories décrites dans la norme NFS 61-931. Les diverses configurations sont schématisées dans son annexe A. (NFS 61-932)

Technicien compétent :

Le technicien compétent est une personne qui a été formée :

- Aux particularités techniques des éléments constitutifs du SSI sur lequel il intervient, et
- Aux aspects réglementaires auquel est soumis l'établissement (limitée à son domaine d'intervention).

Il doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système de son exploitation.

Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur.

Technicien spécialisé :

Personne apte à intervenir sur certains éléments constitutifs aux niveaux d'accès III ou IV pour faire la maintenance corrective.

Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur.

4. DOCUMENT DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS

Les textes et documents relatifs aux installations concernées par le présent marché sont :

- Règlement sanitaire Départemental
- Règlement de Sécurité contre les risques d'Incendie et de Panique dans les ERP (Arrêté du 25 Juin 1980)

- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Le décret du 14 Novembre 1988 relatif à la sécurité des travailleurs pour les installations électriques
- Décrets, arrêtés, décisions de l'ASN (Agence de Sureté Nucléaire) et déclarations relatives aux détecteurs de fumée à chambre d'ionisation des 18 novembre 2011 et 06 mars 2012.
- Normes applicables à la maintenance des SSI :
 - NFS 61-931 « dispositions générales »
 - NFS 61-932 « règles d'installation des SMSI »
 - NFS 61-933 « règles d'exploitation et de maintenance »
 - NFS 61-970 « règles d'installation des SDI »
- Instruction Technique n°246 relative au désenfumage dans les Etablissements Recevant du Public (ERP)
- Instruction Technique n°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage
- Instruction technique 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les E.R.P.
- Instruction Technique n°263 relative au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les ERP
- Règle APSAD R7 relative aux règles d'installation et de maintenance des Systèmes de Détection Automatique d'Incendie.
- Règle APSAD R13 relative aux règles d'installation et de maintenance des Installations d'Extinction Automatique à Gaz.
- Règle APSAD R16 relative aux dispositifs de compartimentage — juin 2020.
- Règle n°17 relative aux règles d'installation désenfumage naturel – Février 2014.
- Les autres normes en vigueur.

5. REGLE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION

Dans le cadre de la présente consultation, les articles énoncés ci-après doivent être pris en compte et appliqués :

NFS 61-933
Paragraphe 5.4

Actions de maintenance :

Les actions de maintenance doivent être réalisées par les techniciens compétents ou spécialisés, selon les cas.

Ces actions sont :

- Les actions préconisées par le fabricant de chaque composant du SSI dans la notice de maintenance dudit composant et,
- Les actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur du SSI pour répondre aux spécificités du système installé ou,
- À défaut, les actions définies par le mainteneur, lorsqu'une préconisation n'est définie.

Les documents relatifs aux actions de maintenance constituent la notice de maintenance.

Les actions de maintenance incluent les essais fonctionnels tels que définies dans les annexes B à K ci-après.

Les essais fonctionnels liés aux Commandes d'équipements techniques (C. E. T) doivent être intégrés avec formalisation, aux essais fonctionnels de la fonction à laquelle ils sont attachés (exemples de Commandes d'Equipements Techniques (C. E. T) : coupures d'énergie, non arrêts des cabines d'ascenseurs, coupure C.T.A, arrêt programmes en cours...).

NFS 61-933
Paragraphe 5.6

Logiciels de paramétrage du système :

Le mainteneur peut disposer des outils de paramétrage des équipements et si besoin des logiciels, en vue d'assurer la maintenance du Système de Sécurité Incendie

(SSI). Dans ce cas il doit être formé à l'usage de ces outils par le fabricant, ou son représentant dans des conditions qui seront convenues avec lui, et déclaré compétent à leur utilisation.

Dans tous les cas, le mainteneur doit être en mesure d'assurer l'ensemble des prestations prévues à son contrat, notamment les opérations prévues au niveau III.

NOTE 1 : Dans ce cadre, il peut être obtenu auprès du fabricant une licence d'utilisation des logiciels de paramétrage des éléments constitutifs en vue d'assurer la maintenance et/ou l'évolution du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).

NOTE 2 : L'utilisation des logiciels de paramétrage relève de la seule responsabilité de l'exploitant et/ou de l'entreprise déclarée compétente dans le domaine. Elle dégage de fait le fabricant des éléments constitutifs, l'installateur du système et/ou le propriétaire des outils de toute responsabilité en matière de paramétrage de tout ou partie du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).

NFS 61-933
Paragraphe 5.7

Télédiagnostic :

Le télédiagnostic consistant à procéder à des relevés d'état pour la préparation des interventions à caractère correctif, est admis dans la mesure où ils ne peuvent en aucun cas modifier en quoi que ce soit les paramétrages et position « en/hors » des éléments du système.

NFS 61-933
Paragraphe 6.1

Formation du personnel à l'exploitation du système :

Il appartient au chef d'établissement d'habiliter le personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance élémentaire.

Le personnel chargé de l'exploitation doit posséder un niveau de qualification suffisant, donné par une formation réactualisée dans le temps en fonction de ses attributions et responsabilités.

La formation des exploitants doit prendre en compte au minimum les aspects suivants :

- La connaissance du site,
- Les consignes de sécurité interne à l'établissement,
- La manipulation des éléments constitutifs du SSI et les conséquences prévisibles engendrées.

Chaque formation à l'exploitation devra faire l'objet d'un procès-verbal précisant :

- Le type de formation (connaissance du site, manipulation experte des éléments constitutifs du SSI et les conséquences prévisibles de ces actions, etc.),
- Les noms et signatures du formateur et des stagiaires,
- Les jours, date et heure de formation,
- Le ou les supports, identifiés, qui ont servi de base à la formation.

Un procès-verbal de chaque formation réalisée doit être conservé par le chef d'établissement.

NFS 61-933
Paragraphe 6.2

Traçabilité des changements d'état du système

Au moins pour les SSI des catégories A et B (SSI-A et SSI-B), il doit exister une disposition (main courante ou mémorisation automatique non volatile) pouvant restituer dans un ordre chronologique et horodaté tous les changements d'état du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) et de l'éventuel Système de Détection Incendie (SDI).

Les événements à faire figurer sont : les alarmes, mises en/hors service, mises en sécurité et les dérangements.

Il doit être possible de consulter l'historique détaillé des événements des dernières 72h. Les événements significatifs doivent être conservés entre deux visites de maintenance.

NFS 61-933
Paragraphe 7.2

Contrat de maintenance :

Le titulaire d'un contrat de maintenance doit :

- Disposer d'une organisation spécifique dans la maintenance des SSI et assurer la qualité des prestations fournies,
- Fournir une attestation d'assurance couvrant les prestations de maintenance objets du contrat,
- Apporter la preuve de sa capacité en termes de compétences et de moyens mis en œuvre,
- Mettre à disposition de l'exploitant des techniciens compétents dans la réalisation des prestations de maintenance du SSI, objet du contrat,
- Proposer, selon les besoins de l'exploitant, un délai d'intervention compatible avec la nature de son activité,
- Être en mesure de réaliser, après accord du chef d'établissement, toute action de formation à destination des personnels chargés de l'exploitation. Un procès-verbal (précisant les sujets traités et les supports de formation utilisée) sera établi à l'issue de chaque formation.

Dans le cas où des prestations seraient sous-traitées sous la responsabilité du titulaire, celui-ci doit démontrer que son organisation lui permet d'assurer en permanence la maîtrise et l'habilitation des sous-traitants.

Le contrat doit inclure les conditions d'intervention dans le cadre des maintenances préventives et correctives.

L'entité chargée de la maintenance corrective doit s'engager à intervenir dans un délai maximum défini par le chef d'établissement en fonction de la nature de son activité.

Ce délai peut être assorti d'un délai maximal de dépannage/réparation.

Elle doit pour cela disposer d'une structure d'organisation et de moyens humains et techniques adaptés aux besoins définis par le chef d'établissement.

NFS 61-933
Paragraphe 7.3

Changement de mainteneur :

À la prise en compte de l'installation et à chaque changement de prestataires de maintenance, celui-ci doit réaliser un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement le système. Cette opération se réalise à partir du dossier d'identité du S. S. I ou à défaut d'un dossier technique de l'installation qui est remis par l'exploitant au nouveau mainteneur. Il a pour vocation à détecter les éventuelles anomalies qui seront présentées au chef d'établissement.

À la cessation du contrat, le titulaire de l'ancien contrat de maintenance doit remettre pour tous les établissements :

- L'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, listings des points, données de site...),
- L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du contrat.

NFS 61-933
Paragraphe 7.4

Prise d'effet du contrat :

La prise d'effet du contrat doit correspondre à la date de réception de l'installation du système ou de la mise en exploitation du site ou de la prise en charge du système par un nouveau mainteneur, en cas de changement de prestataire.

NFS 61-933
Paragraphe 7.5

Personnels de maintenance :

Les personnels chargés d'exécuter les opérations de maintenance du S. S. I doivent être formés pour :

- Intervenir en conformité avec les opérations de maintenance préventive et/ou corrective prévue par le fabricant de chaque équipement,
- Réaliser l'ensemble des essais fonctionnels nécessaires pour assurer que le système objet du contrat est « en bon état de fonctionnement ».

Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un technicien spécialisé pour intervenir sur les éléments constitutifs du S. S. I aux niveaux d'accès III ou IV (voir Annexe A de la NFS 61-933).

Ce personnel doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ces actions sur le système et son exploitation.

NFS 61-933
Paragraphe 7.6

Informations au chef d'établissement :

En préalable à toute opération de maintenance du S. S. I, le chef d'établissement doit être informé des conséquences de ces opérations, afin de lui permettre d'apprécier, en liaison avec le mainteneur, les mesures compensatoires éventuellement nécessaires.

NFS 61-933
Paragraphe 7.7

Enregistrements des actions de maintenance :

Chaque action de maintenance doit faire l'objet d'un enregistrement précisant le type d'essai, le dispositif testé et le résultat de l'essai.

Les comptes rendus détaillés des opérations de maintenance, signés au minimum par le technicien compétent, doivent être conservés pendant 3 ans par le mainteneur et, le cas échéant, présentés à la demande du donneur d'ordre.

NFS 61-933
Paragraphe 7.8

Périodicité des opérations de maintenance :

La nature et la périodicité des opérations de maintenance préventive et des essais fonctionnels, figure dans les notices élaborées par les fabricants pour chacun des constituants du S. S. I.

En sus de ces opérations et en fonction des conditions d'exploitation et/ou des particularités du système, des opérations complémentaires peuvent être édictées par l'installateur ou le mainteneur. Ces éléments sont à annexer dans le dossier d'identité.

Les critères déterminés par le constructeur et/ou l'installateur, prenant en compte la nature de l'exploitation doivent permet d'établir :

- Un échéancier,
- Et/ou un (des) état (s) de dégradation,
- Et/ou des seuils prédéterminés significatifs de dégradation, propres à déclencher une (des) action (s).

À défaut de définition de la périodicité, les essais fonctionnels (annexe B à K) doivent être réalisés au minimum 1 fois/an. Ces essais peuvent être répartis sur 2 visites.

Dans le cas de l'annexe C, et pour les S. S. I de catégorie A comportant plus de deux Z. S, les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites espacées au minimum de quatre mois. Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C, et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la Z.D considérée.

NFS 61-933
Paragraphe 7.9

Fournitures de rechange :

Le titulaire du contrat de maintenance doit, au moins, disposer d'un stock d'éléments constitutifs et/ou pièces détachées et des outils nécessaires à l'exécution de sa mission.

Les équipements du SSI ne sont pas considérés comme un stock élémentaire et/ou des pièces détachées au sens de cet article (détecteurs, déclencheurs manuels, Indicateurs d'actions, etc.).

Le prestataire devra constituer un stock comprenant l'ensemble des organes composant les SSI installés, y compris les cartes électroniques dites « Rares ». Ce stock devra être approvisionné sous un délai de 6h, heure d'horloge.

En complément des articles précédents, les exigences particulières suivantes devront être appliquées :

- Le titulaire du marché s'engage à intervenir sous astreinte, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, pour les opérations de maintenance corrective, dans un délai maximum de 4 heures, après réception de l'appel.
- Le titulaire du marché s'engage à être présent aux passages de la commission de sécurité et aux visites réglementaires des bureaux de contrôle. Le titulaire devra être qualifié APSAD (I7 & F7) dans le cadre du périmètre SSI.
- Le titulaire devra être Certifié APSAD IF13 et F'Gaz dans le cadre du système d'extinction automatique à gaz maintenu, et F'Gaz si le type de gaz le nécessite.
- Le titulaire devra détenir la certification ISO 14001 ou démontrer avoir mis en place un système de management environnemental.
- Le titulaire devra détenir la certification ISO 9001 ou démontrer avoir mis en place un système de management Qualité.
- Le titulaire devra détenir la certification ISO 45001 ou démontrer avoir mis en place un système de management de la santé et de la sécurité au travail.
- **Le titulaire devra fournir le récépissé de son autorisation ou de sa déclaration ASN, en cours de validité, pour toute intervention de maintenance et de dépose sur les installations de détection incendie équipés de DFCl (Déecteur de Fumée à Chambre Ionisante).**

6. DEROULEMENT DES VISITES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive est destinée à maintenir les installations énumérées en annexe 1 du présent document, dans de bonnes conditions de fonctionnement, d'entretien et de sécurité.

Les prestations, non exhaustives, énumérées ci-dessous sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives. La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels.

Le prestataire s'engage à dépêcher des techniciens parfaitement qualifiés sur les installations faisant l'objet du contrat pour réaliser les prestations. Il s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux règles en vigueur (cf. art 4 du présent CCTP).

Dans le cadre des visites préventives, si le prestataire constate que l'ensemble ou une partie de l'installation nécessite une remise en état partielle ou totale (par exemple : remplacement de technologie des détecteurs selon le risque des locaux, obsolescence des matériels, etc.), cette remise en état fera l'objet d'un devis qui sera soumis à l'approbation du responsable.

L'Observatoire se réserve le droit de procéder à des augmentations du nombre d'équipements mentionnés par lot dans une limite de 5% du volume initial des équipements déclarés à l'annexe 1 du CCTP « Inventaire des Equipements SSI », sur la durée maximale du marché, sans modification de tarif, sans que le titulaire du marché puisse présenter une réclamation et sans qu'il ne soit nécessaire de recourir à un avenant.

Le mainteneur est réputé assurer la maintenance de ces matériels/équipements complémentaires sans supplément de prix.

Obligations de l'Observatoire de Paris :

- Fournir au titulaire tous plans descriptifs et assimilés ; Assurer au titulaire le libre accès aux espaces et installations pour laquelle son intervention a été requise ;
- Et d'une façon générale, permettre au titulaire d'exercer sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité ;
- Validation des rapports (d'intervention ou de maintenance).

L'Observatoire de Paris dispose de 3 semaines (soit 21 jours calendaires) à réception du rapport par voie électronique pour émettre des observations sur la forme et le fond du rapport. A l'issue de l'émission de ces observations, le prestataire est tenu de modifier puis diffuser sous un mois le(s) rapport(s) mis à jour. A défaut d'émission d'observation sous 3 semaines par l'Observatoire, celui-ci est réputé avoir approuvé le rapport.

7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Le prestataire s'engage à dépêcher des techniciens compétents au sens de la NF S 61-933 :

- Justifiant d'un niveau de compétence particulier sur les équipements du SSI sur lesquels il intervient,
- Disposant des habilitations nécessaires dans le cadre de son intervention (habilitation électrique, CACES, etc.),
- Possédant la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système et son exploitation.

La maintenance préventive devra comprendre :

- Un état des lieux initial consistant au minimum à :
 - Un recensement du matériel installé tant quantitatif que qualitatif
 - Une adéquation du mode de détection du matériel en place vis-à-vis du risque
- Les essais fonctionnels des équipements du SSI qui devront être réalisés en conformité avec les annexes de la NFS 61-933. En complément, il conviendra de respecter les prescriptions particulières de la notice d'exploitation et de maintenance du dossier d'identité SSI.
- Un devoir de conseil argumenté au regard du respect des règles d'installation des équipements et de toutes défaillances constatées.
- La périodicité des opérations de maintenance préventive devra être réalisée en conformité avec le paragraphe 7.8 de la NFS 61-933.

Le prestataire devra justifier d'une gamme de maintenance préventive en adéquation avec les prescriptions des essais fonctionnels définis dans les annexes de la NFS 61-933.

Les annexes de la NFS 61-933 à prendre en compte sont :

- B : Système de détection incendie
- C : Système de mise en sécurité incendie
- D : Unité d'aide à l'exploitation
- E : Alarme – évacuation
- F : Compartimentage (Maintenance mécanique)
- G : Désenfumage naturel (Maintenance mécanique)
- H : Désenfumage mécanique (Maintenance mécanique)
- I : Extinction automatique à gaz
- J : Alimentation de sécurité
- K : Détecteurs autonomes déclencheurs

- N : Aspects aérauliques de la fonction de désenfumage mécanique

8. DESCRIPTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

Le prestataire s'engage à dépêcher des techniciens spécialisés au sens de la norme NF S 61-933 :

- Justifiant d'un niveau de compétence particulier sur les équipements du SSI sur lesquels il intervient,
- Disposant des habilitations nécessaires dans le cadre de son intervention (habilitation électrique, CACES, etc.),
- Possédant la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système et son exploitation,
- Apte à intervenir sur les éléments constitutifs du SSI objet du contrat, au niveau d'accès III ou IV pour faire la maintenance corrective.

Le prestataire devra justifier d'une gamme de maintenance corrective prenant en compte les équipements du SSI entretenus.

Les techniciens intervenants devront être équipés du matériel et équipement nécessaires à la réparation (logiciel de programmation, dongle, etc.) et plus précisément le LOGDIAG ainsi que le Télé SAFE NET ou équivalent.

En cas de dysfonctionnement d'un éventuel DFCl, ce dernier devra obligatoirement être remplacé par un détecteur non « DFCl ».

La maintenance corrective comprend la main d'œuvre et la totalité des pièces et matériels. Toutefois, les remplacements des installations hors service pour raison de vétusté avéré et justifié ne rentrent pas dans la maintenance corrective.

Le titulaire du marché s'engage à intervenir **du lundi au vendredi de 8H à 18h, dans un délai maximum de 24 heures** soit après réception de l'appel, soit dans le cas d'une apparition à l'occasion de la maintenance préventive.

Le titulaire assure la fourniture de tous les matériels, outillages, consommables et appareils nécessaires aux opérations de maintenance préventive et corrective, y compris travaux en hauteur.

En ce qui concerne la maintenance corrective, les personnels d'intervention doivent être équipés des matériels et équipements nécessaires à la réparation (logiciel de programmation, détecteurs, perche, etc.).

9. DESENFUMAGE MANUEL

Le titulaire devra assurer la maintenance préventive et corrective du désenfumage des sites Cette vérification s'effectuera **annuellement** et devra garantir la réalisation des opérations suivantes :

VÉRIFICATIONS SUR COMMANDES MÉCANIQUES TREUIL OU TIRER LÂCHER

- Dépoussiérage général
- Dépose du capot de protection

- Procéder à un essai de désenfumage
- Vérification des fixations du treuil sur son support
- Graissage du câble, de la roue et de la vis sans fin
- Vérification du bon état du câble
- Graissage des poulies
- Vérification du parcours, des fixations des poulies et de l'attache au D.A.S.
- Pose d'une étiquette de vérification

VERIFICATIONS SUR COMMANDES PNEUMATIQUES

- Déplombage et ouverture de l'armoire
- Nettoyage de l'armoire
- Vérification des fixations de l'armoire sur son support
- Essai de fonctionnement et vérification de l'absence de fuites
- Dépose de la cartouche CO2 et vérification du non-émoussage du dard de perforation (dans le cas contraire procéder à son remplacement)
- Pose d'une étiquette de vérification

VÉRIFICATIONS SUR CHÂSSIS OU LANTERNEAUX

- Ouverture de l'appareil
- Vérification de la tension des ressorts d'ouverture ou des vérins éjecteurs
- Contrôle de l'état des joints entre ouvrant et dormant
- Vérification des articulations
- Contrôle de l'état des fusibles
- Redressage éventuel du cadre ouvrant
- Réglage des systèmes de déclenchement
- Fermeture des appareils, contrôle de l'enclenchement des gâches
- Contrôle du bon fonctionnement d'ouverture – fermeture
- Vérification et resserrage des vis de fixation
- Nettoyage général

VÉRIFICATION SUR DU DÉSENFUMAGE CAGE D'ESCALIER

- Déclenchement des châssis par percussion du boîtier bris de glace
- Contrôle et réglage de l'ensemble câblerie et tringlerie
- Contrôle et réglage du verrou de déclenchement du châssis
- Contrôle de l'étanchéité des vérins gaz
- Déclenchement du détecteur par gazéification
- Vérification et contrôle des tensions chargeurs de batteries
- Contrôle et mise en jeu des châssis
- Réarmement de l'installation

VÉRIFICATIONS SUR PORTES COUPE-FEU BATTANTES

- Examen du panneau coupe-feu et essais de fonctionnement
- Examen des joints intumescents
- Examen de l'oculus et du profil d'étanchéité
- Graissage des paumelles ou pivots, examen des bagues anti-friction
- Réglage des ressorts de paumelles
- Réglage du sélecteur de fermeture
- Inspection des butées
- Lubrification du dispositif anti-panique de la serrure et du pêne
- Examen des glissières et profils de guidage
- Examen des fixations
- Réglage du ferme-porte hydraulique
- Examen des garnitures et des équipements des vantaux
- Resserrage de la visserie

- Inspection des déclencheurs thermiques et électromagnétiques

10. LES MODALITES D'INTERVENTION

Le titulaire devra joindre lors de la remise de son offre l'organisation de son plan d'entretien reprenant l'effectif affecté au contrat, sa qualification et ses moyens de liaisons lui permettant de répondre aux exigences du présent CCTP.

10.1. LE REFERENT SITE

Le marché est placé sous la responsabilité d'un référent site qui sera l'interlocuteur direct auprès du client.

Il sera présent sur le site à la demande du client ou de son représentant et aura un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du prestataire.

Il participe aux réunions semestrielles/annuelles.

Il est responsable :

- Du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive et des délais d'intervention,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- Des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- De l'organisation des opérations de maintenance,
- De la préparation et du suivi des prestations,
- De la transmission des informations au client,
- De l'encadrement et de la discipline des personnels intervenants sur le site.

10.2. LE PERSONNEL D'INTERVENTION

Le prestataire remet au client la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour validation. Il informera le client des mouvements de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Le personnel devra être habilité secret défense ou au moins avoir passé via notre fonctionnaire sécurité défense adjoint une enquête administrative lui permettant d'accéder dans des zones réglementées restrictives

Il convient de rappeler que le marché est à obligation de résultats. Il appartient au prestataire dans le cadre de son marché, de définir le nombre, la durée, les horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles. Afin d'avoir une meilleure connaissance du site et des installations le titulaire s'engage dans la mesure du possible de faire intervenir le même technicien

En cas de manquement avéré aux engagements contractuels, le client se réserve le droit de demander le remplacement de tout membre du personnel du prestataire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

10.3. ACCES AU SITE

Sur le site de Paris l'entrée s'effectue au 77 avenue Denfert Rochereau de 8h à 18h. Le technicien se présentera au PC sécurité à l'entrée du bâtiment qui se chargera d'appeler les référents du site.

Sur le site de Meudon l'entrée s'effectue au 11 avenue Marcelin Berthelot de 8h à 18h. Le technicien se présentera à la loge à l'entrée du site qui se chargera d'appeler les différents référents du site.

La plaque d'immatriculation du véhicule avec lequel intervient le technicien aura dû au préalable nous être donné.

11. DEVOIR DE CONSEIL

Un des engagements de service du titulaire est le devoir de conseil, qui est l'obligation de proposer au client la solution adaptée à ses besoins et en particulier :

- La « veille technologique des produits » afin de garantir le niveau de performance, de fonctionnalités et de maintenabilité de son SSI,
- La satisfaction des occupants par la qualité et la continuité du service,
- Le respect des conditions de fonctionnement définies dans les spécifications techniques du constructeur,
- Les performances de fonctionnement des installations et équipements au niveau optimal, proches de celui des performances d'origine,
- La fiabilité et la pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif adapté aux contraintes de site,
- Les résultats fixés au présent marché, la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats et des coûts.

12. RECONDITIONNEMENT OU REMPLACEMENT DES DETECTEURS

Dans l'objectif d'assurer une continuité de service et d'optimisation du fonctionnement du SSI, le prestataire réalisera le reconditionnement de l'ensemble des détecteurs de fumée à hauteur d'1/4 par an.

Les détecteurs reconditionnés devront être conformes au règlement de la marque NF Reconditionnement et, à ce titre, devront être revêtus de l'estampille bleue « NF Reconditionnement ».

En ce qui concerne les détecteurs ioniques le prestataire proposera leur remplacement par un détecteur optique en lieu et place du reconditionnement. Ce remplacement se fera, comme pour les reconditionnements, à hauteur d'1/4 par an, en conservant le socle et le câblage d'origine, sans rendre l'installation indisponible. La reprise et le démantèlement des détecteurs ioniques par le prestataire se fera conformément aux obligations réglementaires liées à la radioprotection et à la protection de l'environnement (Contraintes DREAL, établissement ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement titulaire d'un arrêté préfectoral d'exploitation) et fera l'objet de la délivrance d'un certificat de reprise. Pour l'ensemble de ces opérations, le prestataire devra effectuer, si nécessaire, les réglages, les nettoyages des différents organes composant le système, et le cas échéant l'adaptation du SDI.

Pour se faire le prestataire devra être titulaire de l'autorisation ASN, en cours de validité, autorisant la manipulation, l'entreposage et la dépose des détecteurs de fumée à chambre d'ionisation.

NOTE : Pour rappel, et au regard de l'arrêté interministériel du 18 novembre 2011, relatif au démantèlement et à la dépose des DFCI, la détention de DFCI sur un établissement n'est plus autorisée depuis le 4 décembre 2021.

13. FORMATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE INTERVENANTS SUR LES INSTALLATIONS

En complément de l'exigence (§6.1 de la NFS 61-933), le prestataire devra proposer une méthodologie de diagnostic des compétences du personnel exploitant et le cas échéant, proposer les formations adaptées à l'exploitation du SSI. Ces formations devront être dispensées par un organisme agréé au sens de la réglementation du travail.

Le prestataire devra justifier que son personnel technique amené à intervenir sur les installations du client possède toutes les attestations nécessaires et les certificats de compétences :

- Formation sur l'ensemble des équipements des sites (DI, IEAG, ...)
 - Attestations du constructeur de niveau 1 à 3
- Formation sur la réglementation et normes en vigueur, en particulier :
 - NFS 61-933,
 - I7 – F7,
 - I.F13,
 - F'GAZ
 - Sensibilisation ISO 9001,
 - Sensibilisation ISO 14001,
 - Sensibilisation ISO 45001,
- Formations ou certificats d'aptitudes sur la partie sécuritaire (suivant les risques à préciser par le client) :
 - Habilitation électrique
 - Permis CACES
 - Habilitation Confidentiel/secret Défense
 - Habilitation pour intervenir en zone contrôlée via la certification CEFRI

14. QUALIFICATION DU PERSONNEL INTERVENANT

Le titulaire s'engage à fournir au représentant de l'Observatoire de Paris les documents (attestation, carnets ...) de formation des personnels intervenant sur les installations.

Le niveau de formation des techniciens devra correspondre au respect des normes NFS 61-931 et NFS 61-933 en particulier concernant les niveaux d'accès. Les attestations de formation et d'autorisation du constructeur devront impérativement être jointes à l'offre. Les attestations devront être impérativement fournies sous 15 jours à partir de la notification du marché

Conformément à la NF S61-933, le soumissionnaire devra :

- Être formé par le constructeur des matériels du SSI entretenus pour la maintenance pour l'utilisation des logiciels permettant d'assurer des interventions de niveau III et remettre les attestations de formation en cours de validité des techniciens intervenants ;
- Et justifier d'un accord du constructeur de ces matériels pour la maintenance de niveau IV.

Les attestations de formation des techniciens et de contractualisation devront correspondre au matériel installé sur le site.

15. SUIVI DE MAINTENANCE

Les techniciens du titulaire seront dotés d'outils informatiques (PC/PDA Tactile) permettant la réalisation et le suivi des opérations de maintenance.

L'outil permettra de :

- Contrôler les engagements contractuels par rapport aux opérations réalisées
- Disposer d'un déroulé de mission respectant les normes en vigueur et exigences clients
- Transmettre de manière dématérialisée et en instantanée l'ensemble des informations (Bulletin, rapport d'interventions...)
- Consulter les plans et Dossiers Techniques d'Installation
- Identifier et mettre à jour les plans lors d'écarts éventuellement constatés
- Disposer des fiches d'essai des organes à tester
- Réaliser et suivre le remplacement des pièces (reconditionnement...)
- Accéder à tout autre élément lui permettant de l'aider et d'optimiser sa prestation (historique des interventions précédentes, fiches techniques produits/systèmes...)
- S'assurer que tous les organes composant les SSI aient été testés sans omission, tout en contrôlant les scénarios de mise en sécurité associés.

15.1. GESTION DES DEMANDES D'INTERVENTIONS CURRATIVES

Le titulaire devra proposer des outils et moyens garantissant au client une capacité à :

- Disposer d'un numéro unique national
- Disposer d'une plateforme d'appels avec 2 opérateurs minimum 24/7
- Être joint en permanence par mail, fax, téléphone ou par un lien informatisé (web ou lien EDI)
- Pouvoir proposer un système d'enregistrement de toutes les demandes (conservation minimum pendant 15 jours)
- Confirmer chaque demande par un système d'accusé de réception et assurer une information en temps réel des principales étapes d'une intervention, via texto ou courriel
- Consulter à tout moment ses demandes au travers d'un site web
- Mettre à disposition en délocalisé un nombre suffisant de réservoirs de SEAG, lors de lâchez de Gaz afin de pouvoir recharger dans les 72 heures.

Le titulaire tient à jour un registre informatisé des appels de dépannage. Pour chaque appel, il indique :

- L'horodatage de l'appel
- Le nom et la fonction du demandeur,

- Le motif de la demande,
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure de début, l'heure de fin d'intervention,
- Le lien vers le rapport de maintenance corrective.

15.2. CARNET D'ENTRETIEN

Un carnet d'entretien sera à disposition du prestataire qui devra le renseigner avant chaque départ du site à la suite d'une intervention corrective indiquant l'état réel de l'installation.

Le titulaire pourra proposer de dématérialiser ce carnet d'entretien au travers d'une plateforme web.

L'ensemble des informations suivantes devront être enregistrées sur le carnet d'entretien ou la plateforme web :

- La date de visite,
- L'heure d'arrivée et de départ,
- Les noms et signatures des techniciens,
- La raison de l'intervention (respect du planning préventif, intervention sur appel, maintenance corrective, accompagnement pour les visites réglementaires...)
- Le détail des prestations réalisées (remplacement de pièces, réglage, vérification, ...)
- Un devoir de conseil argumenté au regard de la topologie des locaux ...

Tous les incidents et toutes les opérations de maintenance corrective doivent être répertoriés afin de reconstituer les historiques des équipements.

A la demande du client, un bilan des interventions par type de défaillance ou par appareil doit être fourni par le titulaire.

15.3. DOCUMENTS A FOURNIR AU CLIENT

Le prestataire doit transmettre au client, en début de période contractuelle :

- Les plannings de maintenance pour l'année à venir.

Tous les ans, un bilan annuel devra être présenté et comprendre au minimum :

- Le calendrier des interventions préventives
- La synthèse des avis en matière d'adéquation de l'installation aux risques
- Un rappel des dates des interventions correctives avec l'objet de chaque intervention et son état de clôture
- Un résumé des interventions portant sur l'installation et les conditions d'intervention
- Le détail par zone des détecteurs reconditionnés dans l'année
- Les difficultés rencontrées dans l'exécution du contrat (dérangements ou alarmes non justifiées répétitives, accessibilité, sécurité, dégradations, etc.)
- Une synthèse du devoir de conseil et des propositions d'amélioration

Lors de cet entretien, des objectifs devront être fixés conjointement avec l'exploitant ayant pour but de :

- Prendre en compte les remarques particulières de l'exploitant,
- Réduire les interventions correctives
- Prendre en compte l'adéquation aux risques

Cet entretien doit être formalisé à travers un compte rendu adressé au client

Durant la visite de maintenance préventive, un rapport journalier devra être transmis informatiquement chaque soir. Ce rapport devra comporter au minimum :

- État du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien compétent
- Équipements échangés
- État du système au départ du technicien compétent
- Dans le mois suivant chaque visite de maintenance préventive, le prestataire devra transmettre un rapport spécifique précisant de manière exhaustive les équipements testés.

Ce rapport informatisé devra au minimum préciser :

- Le nom du rédacteur
- Les dates et lieux d'intervention
- Le SSI ou partie du SSI concerné par l'intervention
- Le détail des actions de maintenance préventive pour chaque équipement maintenu devant préciser le résultat de chacun des essais
- L'adéquation aux risques des détecteurs
- Le détail de chacun des écarts constatés lors des essais fonctionnels
- Le détail des corrections réalisées en cours de visite
- Les échanges à caractère périodique réalisés
- La planification des échanges pour les prochaines visites
- Les interventions à caractère correctif à faire réaliser, argumentées à travers un devoir de conseil comprenant au minimum :
 - Le constat de défaillance
 - Les conséquences que peut engendrer la défaillance
 - Les solutions techniques appropriées pour permettre la réparation
- Les préconisations d'amélioration du système entretenu

Toute opération de maintenance corrective fera l'objet d'un compte rendu informatisé et transmis immédiatement à l'issue de la prestation. Ce compte rendu devra au minimum préciser :

- L'état du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien
- Le descriptif de la panne détectée
- La cause probable de la panne
- Les équipements échangés
- L'état fonctionnel au départ du technicien
- Le cas échéant, la nécessité de ré intervention argumentée. Dans le cas où des pièces sont à commander le mainteneur s'engage à :
 - Adresser un devis de réparation dans un délai de 5 jours ouvrés
 - Réparer l'installation dans les 48h (jours ouvrés) à la réception des pièces

15.4. DOCUMENT D'EXPLOITATION DU SSI

Les documents d'exploitation du SSI sont mis à la disposition du prestataire lors de ses interventions :

- Quantitatifs des équipements
- Tableau de corrélation des ZD, ZS
- Plan d'implantation des équipements du SSI)

Si cette documentation est insuffisante ou erronée, le prestataire devra proposer une reconstitution de cette documentation. Cette dernière reste la propriété du Client et n'est utilisée par le prestataire qu'à la fin d'exécution du présent marché.

Pendant l'exécution du contrat, si le prestataire constate une évolution de l'installation rendant le document d'exploitation du SSI erronée, ce dernier devra proposer une mise à jour.

16. PORTAIL WEB CLIENT (PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE)

Le prestataire devra disposer d'un portail web sécurisé dans lequel le client pourra accéder à des services en ligne et consulter le suivi des opérations.

Au travers de ce portail, le client aura accès aux données suivantes :

SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER :

- L'ensemble des documents contractuels, devis, factures, etc.
- Dématérialisation des plans au format exploitable

UN ESPACE INTERACTIF DE COMMUNICATION :

- Espace collaboratif de partages et d'échanges (ex : rapports bureaux de contrôles avec suivi des réserves, etc.)
- Suivi et traçabilité des demandes clients (devis, dépannage, assistance, etc.)
- La liste des plannings visites préventives avec possibilité de changer les dates
- La réception des alertes mails ou SMS lors d'événements

TABLEAUX DE BORDS DE SUIVI DE L'ACTIVITE MAINTENANCE :

- Les bulletins d'intervention et rapports au format informatique consultables en ligne
- L'analyse et statistiques de l'historique des prestations effectuées sur une période donnée (respect des délais d'intervention...)
- Les bilans périodiques et annuels reprenant l'ensemble des interventions réalisées

MAINTENANCE PREVISIONNELLE :

- Aide pour l'anticipation des investissements et travaux au travers le suivi du cycle de vie des produits
- Synthèse de l'état de niveau des batteries et des réservoirs
- Bilan d'obsolescence des matériels (ex : requalification tous les 10 ans, fin de vie des produits, etc.)

LIENS PERMANENTS AVEC LES SSI :

- Etat réel du parc connecté
- Accès aux historiques systèmes par décryptages des données informatiques (via export USB) ou en connexion directe avec le SSI
- La visualisation de la façade à distance (pour assister l'opérateur local et/ou aider avec une possibilité de télé diagnostic)
- Les tableaux de bords et indicateurs de performance du SSI
- Alertes paramétrables pour être informé lors d'un dérangement ou d'une alarme

ACCOMPAGNEMENT ET DEVOIR CONSEIL :

- Aide au respect des obligations normatives
- Outil de rappel des actions journalières et régulières à effectuer par l'exploitant (conformément aux réglementations et normes en vigueur)
- Main courante de maintenance en ligne
- Accès à un parcours de formation avec des Modules en ligne pour la manipulation et l'exploitation des SSI,

- Outil de cartographie des compétences (ex : diagnostic sur la connaissance des normes, évaluation des compétences des exploitants...)
- Respect de l'annexe L de la NFS 61-933 de l'exploitant

TRANSPARENCE :

- Stockage, archivage et visualisation des Données De Site (DDS) de vos centrales SSI sur le portail web accessible
- Suivre toutes les opérations réalisées par le prestataire SSI (visualisation et traçabilité des différentes versions des DDS de vos centrales)
- Comparaison des DDS de vos centrales entre les différentes versions hébergées, permettant ainsi de tracer toutes les modifications effectuées.
- Possibilité de télécharger les DDS dans les centrales (par exemple en cas de dépannage).

17. FORMATION DES PERSONNELS EXPLOITANTS INTERVENANTS SUR LES INSTALLATIONS

Le prestataire devra dispenser des formations reprenant la méthodologie de diagnostic des compétences du personnel, adaptées à l'exploitation du SSI, à l'ensemble du personnel exploitant du client.

Le prestataire devra justifier qu'il est organisme agréé d'état au sens de l'article L900-1 du code du travail tout en respectant le décret n°2020-1086 du 24 août 2020 qui fixe les critères qui permettent aux financeurs de la formation professionnelle continue de s'assurer de la qualité des actions de formation.

Conformément au paragraphe 6.1 de la norme NFS 61-933, le personnel chargé de l'exploitation du Système de Sécurité Incendie doit être formé à son fonctionnement.

À la suite de chaque session de formation, une attestation nominative sera délivrée par un organisme agréé de formation professionnelle du métier de la sécurité incendie et habilité par le constructeur du matériel.

18. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

18.1. EXIGENCES HYGIENE, SANTE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT

Le prestataire devra instruire auprès de son personnel des règles de sécurité du travail en tenant compte les risques propres à l'installation.

Le prestataire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre à l'établissement.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- De stationner sans avoir obtenu une autorisation du client,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées ou toutes substances illicites dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et de leurs dépendances,

- De manquer de respect aux personnels du site.

Cette liste n'est pas limitative.

18.2. PLAN DE PREVENTION

Toutes les précautions doivent être prises pour que l'état des surfaces, meubles et immeubles ne soit pas altéré par l'exécution des prestations.

Le titulaire est garant de la parfaite connaissance et application des règles d'hygiène et de sécurité par son personnel (notamment le décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié).

Dans un délai de 15 jours après la notification du marché, un plan de prévention sera établi par le titulaire conformément notamment au décret n°2008-244 du 7 mars 2008 complétant le code du travail dès lors que les conditions d'application de ce texte sont réunies.

Outre les mesures devant y être prévues à minima en application de la législation, le plan de prévention devra entre autres définir toutes les mesures de précaution mises en place lors d'interventions à savoir :

- Accès en général ;
- Manutention, utilisation d'engins de transports, de manutention ou de levage ;
- Délimitations des zones d'intervention, balisage et signalisation et maintien des circulations utilisateurs ;
- Utilisation de produits présentant des risques notamment d'incendie, d'intoxication, de brûlures, d'explosion ou de pollution ;
- Travaux à risque, à hauteur, définition des mesures de protection ;
- Travaux en milieu ou à accès difficile : mesures propres à assurer la protection des personnes et des biens, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants ;
- Interventions dans les zones indiquées comme « amiantées » sur les DTA.

Ce plan est soumis à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

18.3. PRISE EN CHARGE – REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENT

18.3.1. Prise en charge

Le prestataire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

18.3.2. Matériels

Les matériels (outils de mesure, EPI, etc.), appartenant au prestataire doivent être tenus en bon état et sont régulièrement contrôlés.

Les matériels (moyens de levage, etc.) fournis par le client, devront être restitués dans le même état qu'initialement fourni.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (moyen de communication, badges, clef, etc.) faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au titulaire d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

18.3.3. Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, ne soit pas altéré par des opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

18.3.4. Remise des installations

Le prestataire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en parfait état de bon fonctionnement et de propreté.

La remise des installations à la date d'échéance du marché sera constatée par un état des lieux. Il sera réalisé dans le courant du dernier mois avant la date d'échéance du marché sur l'initiative du prestataire.

19. VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

Une visite sur le site et un repérage des installations est obligatoire, une attestation sera délivrée à cet effet et devra être jointe aux pièces du marché.(modalité cf CCAP)

20. RENSEIGNEMENTS DIVERS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire joint obligatoirement à son offre les informations suivantes :

- Un justificatif de visite de site,
- Des références attestant d'intervention de maintenance dans des administrations, des entreprises nationales,
- Des moyens techniques, matériels et humains (organisation, caractéristiques techniques des pièces de rechange et des consommables, effectifs, qualification des agents, niveau de compétence),
- Une attestation d'engagement de détention de tous les moyens matériels et logiciels nécessaires à la maintenance des installations des SDI et SMSI du site limité à son marché, et plus précisément le LOGDIAG et le Télé SAFE NET,
- Un justificatif de capacité de formation de l'entreprise,
- Les certificats APSAD F7 & IF13,

- Le certificat ISO 9001,
- Le certificat ISO 14001,
- Le certificat ISO 45001
- Les circuits d'approvisionnement en pièces détachées,
- Le circuit et mode opératoire sur le démantèlement des détecteurs de fumée à chambre ionique,
- Le récépissé de l'autorisation ASN à la manipulation et à l'entreposage des DFCI, en cours de validité,
- Les attestations de compétences des techniciens,
- L'attestation d'intervention sur les systèmes aux niveaux III, et IV installés sur le site concerné avec attestation du constructeur nominative des personnels intervenants sur le site,
- Un justificatif de la qualité du circuit d'approvisionnement et de gestion du stock (pièces détachées) dans les délais impartis,
- Le numéro d'agrément auprès du ministère du travail en tant qu'organisme de formation,
- Un justificatif d'une filière de reprise DEEE,
- Une attestation d'assurance RC professionnelle en cours de validité dans le domaine de la maintenance d'installation de SDI & CMSI. Cette attestation doit préciser un niveau de couverture d'au moins 4 millions,
- Les notices de maintenance SSI des constructeurs.

21. SOUS TRAITANCE

Le prestataire s'engage à ne sous-traiter les missions que lorsque ce dernier ne peut répondre aux demandes de ce CCTP par ses propres moyens.

L'Observatoire de Paris devra en avoir été informé dans un délai raisonnable.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulants sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans le présent CCTP.

L'observatoire se réserve le droit de demander au titulaire les documents économiques et ou tout autre justificatif faisant état du bon niveau de formation des techniciens de l'entreprise sous-traitante.

22. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de ce marché, les prestataires s'engagent à limiter l'empreinte environnementale des systèmes de sécurité incendie (SSI). Les équipements doivent être si

possible à faible consommation énergétique, recyclables et conformes aux normes environnementales. Les déchets issus des travaux seront triés et valorisés avec preuve de leur gestion. Les interventions doivent être optimisées pour réduire les déplacements, en privilégiant des véhicules à faible émission.